



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE

Paris, le 24 mars 05

Groupement enseignement général

CBA
Nicolas Brengues
Groupe D6

Fiche de géopolitique

OBJET : Sujet n°5. Quelle est selon vous la place géopolitique de l'Afrique dans les dynamiques mondiales des puissances ?

Le continent africain, pris dans son acception subsaharienne, la seule révélatrice d'un ensemble géopolitique, est soumis par les puissances étrangères à trois forces contraires qui s'annulent : un mouvement de convoitise, un geste de défiance et une attitude de rejet.

Un « scandale géologique » qui suscite de nouvelles convoitises

Le continent noir demeure, comme au temps des colonies, un des réservoirs de la planète.

En tout premier lieu, la place géopolitique de l'Afrique contemporaine trouve son explication dans les ressources naturelles du continent. Fruits d'un processus historique ancien et complexe, les échanges commerciaux développés dès le XVI^e siècle entre l'Afrique et les pays du nord demeurent dynamiques. La relation économique originelle, axée notamment sur l'or, l'ébène, l'esclavage, les pierres précieuses, le café, le cacao ou le coton évolue progressivement. Aujourd'hui, les échanges de ressources ont pris un tour plus stratégique et s'appliquent au pétrole, au coltan¹, à l'uranium et concernent des partenaires nouveaux comme la Chine et la Malaisie pour le bois précieux. Parallèlement, l'ouverture de l'oléoduc de Doba (Tchad) à Kribi (Cameroun), ainsi que les efforts entrepris par des *majors* américaines pour valoriser les gisements *off-shore* du Golfe de Guinée montrent à quel point les relativement modestes blocs pétroliers africains s'insèrent parfaitement dans les projets de diversification des ressources initiés par Bill Clinton et repris par Georges W Bush.

En second lieu et à l'instar de l'exportation de la main d'œuvre peu qualifiée ou de l'ingénierie d'Asie brune des années 90, la force de travail africaine tend désormais à s'imposer comme un enjeu. La fuite vers l'Europe et les Etats-Unis des premiers cerveaux produits par les coopérations universitaires avec les pays développés prouvent l'Afrique

¹ Colombo-Tantalite : minerai employé dans les industries de pointes, dont les cours ont provisoirement explosé à la fin des années 90 (à poids égal la substance a même valu pratiquement autant que l'héroïne). Des interventions étrangères sur les stocks ont brutalement (et artificiellement) fait chuter les cours.

est dorénavant capable de fournir (et de perdre !) des chercheurs de haut niveau. De même, les multiples exemples d'entreprises francophones qui sous-traitent, au Sénégal ou au Cameroun par exemple, leurs services de *hotline* les plus spécialisés démontrent qu'il existe désormais une classe moyenne d'employés africains compétents, capables de concurrencer, à des coûts imbattables, les mains d'œuvre française ou belge.

Troisièmement et cet aspect, anecdotique aujourd'hui, pourrait prendre de l'ampleur dans les années à venir, l'Afrique noire incarne un exotisme très en vogue. Le succès, notamment en France, des aménagements d'intérieurs à l'africaine, le souci d'une certaine société de se montrer préoccupée par la situation sanitaire de l'Afrique, l'augmentation du nombre de destinations touristiques au Sénégal, au Cameroun, en Namibie, la percée des écrivains et autres artistes nés sous les tropiques, etc. sont autant de signes de l'émergence, voire déjà de la consolidation, d'une nouvelle culture mondialiste. Or cette idéologie naissante, probablement dépourvue de projet, mais pas de moyens de pression, pèsera sur les décisions prises demain par nos gouvernants en matière de commerce équitable ou de développement durable. Ces idées, qui pour le moment relèvent surtout des bons sentiments, infléchissent déjà pratiquement toutes les décisions prises par les Nations unies, ... ou manquées par l'OMC.

Un concentré de foyers d'instabilité qui fait peur

La richesse du continent ne représente pas, malheureusement pour les Africains, sa seule caractéristique géopolitique. Toutes les menaces à l'ordre mondial sont présentes entre les parallèles de Nouakchott et du Cap, faisant craindre certaines propagations vers les puissances.

Les conflits de l'arc de crise guinéen et la crise des Grands Lacs constituent deux des affrontements ouverts les plus sanglants de l'époque contemporaine. Leurs problématiques compliquées, dans lesquelles militaires et civils, s'entretuent, souvent sauvagement, pour des causes politiques, identitaires, religieuses, mais également (et surtout ?) économiques² et sociales, contrarient tout espoir d'obtenir la paix à court terme. D'autant que ces conflits, dont les causes interagissent, partagent tous la caractéristique d'être attisés par des pays limitrophes. Les initiatives de paix, sous forme d'intervention militaire occidentale (RCI, à l'origine), des Nations unies (Somalie), des organisations régionales (RCA) ne sont guère convaincantes, quand elles ne causent pas le départ d'une nouvelle guerre ailleurs (interaction Darfour et sud Soudan, par exemple). Les initiatives plus originales, comme le processus de Kimberley, qui a pour objet d'assurer la « traçabilité » des diamants dans le monde et ainsi éviter les guerres de pillage (RDC, Sierra Léone, Liberia) ne sont guère concluantes non plus. Si les réussites se font rares, les critiques auxquelles s'exposent les puissances impliquées sont en revanche beaucoup plus prévisibles, comme le prouvent les mise en cause de la France en RCI ou précédemment des Etats-Unis en Somalie.

Comme l'illustre la politique étrangère américaine en Afrique, la misère du continent et sa violence font peser une menace sur la stabilité mondiale. Selon une équation apparue dans les années 90 et en partie reprise par l'administration Bush, probablement avec des arrière-pensées, il est dans l'intérêt des pays riches de lutter contre la misère et le sous-développement africains. En effet, les états défaillants constituent, volontairement ou pas, autant d'asiles pour les terroristes ou les propagandistes radicaux, qui y trouvent par ailleurs un auditoire acquis à leurs thèses. Cette problématique, qui finalement établit un lien entre lutte contre le sida et Global War On Terrorism³, montre à quel point les interactions sont nombreuses. Ainsi, si le Soudan a probablement servi de refuge à Al Qaeda, c'est parce que le gouvernement Khartoum ne parvient pas à gérer les extrémistes d'un pays pauvre, à l'identité trop morcelée. De même, la misère africaine, conjuguée à

² Le rapport de l'ambassadeur Kassem, rédigé au profit des Nations unies au début des années 2000, à propos de la crise des Grands Lacs, a démontré que cette guerre n'avait pour origine que le pillage des ressources congolaises et la volonté de s'enrichir.

³ GWOT : Credo de l'administration Bush depuis le 12 septembre 2001.

une natalité croissante et en dépit d'initiatives comme l'AGOA⁴ ou le club de Paris, fait craindre un danger migratoire dont la fin du XX^{ème} siècle a donné un avant-goût.

Enfin, à l'heure où les petits Etats tentent d'influer sur les décisions prises au CSNU, l'Afrique constitue un amalgame d'Etats disparates qu'il faut désormais convaincre pour obtenir un vote favorable. Cette caractéristique émergente, particulièrement perceptible au moment de l'affrontement diplomatique entre la France et les Etats-Unis à propos de l'intervention en Irak, confère à ces anciens « nains politiques » un pouvoir de nuisance nouveau qui bouleverse l'échiquier mondial et dérange.

Un drame humain qui n'intéresse pas les puissances

Attrait pour les ressources, défiance pour les risques de contagion, le tableau serait incomplet sans l'analyse de la distance entretenue par les puissances, qui s'investissent moins qu'ailleurs pour résoudre les crises.

Les réticences des autorités occidentales à verser dans le domaine public les versions génériques du traitement du Sida sont révélatrices du cynisme des puissances. En effet, si les grandes firmes disent probablement vrai en indiquant que la démarche met en péril leur capacité à financer la recherche, on notera qu'aucun pays développé n'a pris à son compte cette même recherche, qui pourtant sauverait des millions de vie. De même, les rééchelonnements successifs de la dette des pays africains échouent tour à tour, comme l'initiative PPTE⁵, dont M. Chaigneau prévoit déjà l'échec. Pourtant, un effacement pur et simple relèverait d'une démarche à la fois pragmatique, puisqu'ils ne paieront jamais, et inspirée, puisqu'elle pourrait permettre de vérifier l'éventuelle corrélation entre santé macro-économique et pauvreté des masses⁶. Les arbitrages de l'OMC, qui dans certaines circonstances se révèlent décisifs, s'appliquent rarement en faveur d'intérêts africains, tel que les aides américaines aux producteurs de coton qui vicent la concurrence.

Le même cynisme des Occidentaux s'impose comme une grille de compréhension pour certains conflits oubliés, comme la Somalie, pour laquelle d'aucuns prédisent un regain d'intérêt si les ressources pétrolières aujourd'hui seulement supposées sont confirmées. De même, dans le cas de conflits historiques comme celui de la presqu'île de Bakassi, entre le Nigeria et le Cameroun, qui revendiquent tous deux une zone pétrolifère, des principes d'intangibilité des frontières s'appliquent, alors que les mêmes arbitres des relations internationales ont validé en quelques années la révision de celles des Balkans.

Plus grave encore, sous prétexte d'un développement durable très en vogue, des normes d'industrialisation nouvelles se mettent en place, dans le cadre de la naissante diplomatie environnementale. Pourtant, de toute évidence, ces normes retarderont encore l'accès au développement des pays africains les moins avancés. La situation est d'autant plus paradoxale que les plus grandes puissances ne souscrivent qu'à contrecœur aux dispositions lorsqu'elles sont contraires à leurs intérêts économiques, voire ne parviennent pas à imposer la même démarche au pays le plus industrialisé du monde.

Conclusion

Cette relation faite d'attraction, de répulsion et d'indifférence explique probablement en partie l'immobilisme dans lequel est plongé le continent noir depuis la décolonisation.

⁴ African Growth and Opportunity Act : Initiative supposée équilibrer les échanges entre USA et pays africains éligibles, afin de permettre à ces derniers de tirer le meilleur parti des échanges.

⁵ Pays Pauvres Très Endettés.

⁶ CF. les théories américaines citées supra.